

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

### MARS 2021

La situation économique continue à porter la marque de la quadruple crise que continue à vivre le pays : crise sanitaire pour le douzième mois consécutif ; crise politique exacerbée par les conflits d'attribution au niveau de la gouvernance politique du pays ; crise économique qui s'aggrave, de mois en mois, en raison des importants retards pris dans la mise en œuvre des grandes réformes prioritaires qu'imposent la résorption des distorsions et la libération des énergies latentes ; crise sociale alimentée par la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage.

Les données quantitatives et qualitatives disponibles pour les trois premiers mois de 2021, révèlent, certes, un mieux au niveau de l'exportation de biens avec une relance encourageante, sous l'effet de la reprise de la demande extérieure, une augmentation des avoirs nets en devises de la BCT ainsi qu'une légère détente de l'inflation. Il n'en demeure pas moins que l'état des lieux est préoccupant, marqué par une contraction du PIB et de l'investissement, un maintien des pressions sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques ainsi que par une nouvelle dégradation de la cotation de la Tunisie par les agences internationales de rating hypothéquant toute possibilité de mobilisation de capitaux sur les marchés financiers internationaux à des conditions soutenables.

Les développements qui suivent explicitent au niveau des principaux indicateurs macroéconomiques ces appréciations.

#### 1. La production, continue à être affectée par les contraintes sanitaires et par la chute de la demande finale.

Les données disponibles, à ce stade, quoiqu'encore peu significatives pour évaluer de façon précise la production du premier trimestre 2021, ne laissent pas encore entrevoir une reprise de la croissance comme prévu dans le cadre du Budget économique. Ce serait plutôt une nouvelle contraction aux alentours de 2% contre 6.1% durant le trimestre précédent.

Périodes 2020	1e Trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
croissance en %	-2.1	-21.3	-5.7	-6.1	-8.8

Une telle prévision prend en compte les données de l'enquête de l'INS, telle que menée auprès d'un panel de 2500 entreprises représentatives du secteur formel à la fin de 2020. Celle-ci fait ressortir que 85.9% des entreprises ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires en novembre 2020 (contre 82.3% quatre mois auparavant), et que 10.4% des entreprises ont fermé définitivement leur unité de production et 11.2% qui l'ont fermé temporairement, ce qui ne manquera pas d'avoir des retombées sur la croissance de l'année 2021

Elle prend également en compte l'importante baisse de la production d'huile d'olive (-65%) en relation avec le caractère cyclique de cette spéculation, la forte chute de l'activité touristique de l'ordre de 60% provoquée par la nouvelle vague de la pandémie ainsi que la baisse de la demande de l'énergie primaire (-4% durant les 2 premiers mois) et des ventes d'électricité (-5% pour les ventes d'électricité durant les 2 premiers mois).

Les appréciations résultant de ces indicateurs sont à nuancer, cependant, compte tenu de l'amorce de la reprise de l'industrie manufacturière se reflétant notamment à travers :

- L'augmentation des importations des produits intermédiaires destinées à être transformés de 6.9% en dinars courants soit de l'ordre de 2% en dinars constants (par rapport à l'euro)
- La relance des exportations de biens, de 6.2% en dinars courants (soit 1.4% en dinars constants) prenant appui sur la reprise des exportations des produits textiles et habillements (+4.1% en dinars constants) ainsi que sur celle des industries mécaniques et électriques (+7% en dinars constants),

Un autre résultat positif mérite d'être signalé même si son impact sur le PIB est relativement limité. Il concerne la production des hydrocarbures. L'entrée en production du gisement gazier Nawara et du gisement pétrolier Halek El Menzel permet, malgré la baisse du débit des autres gisements, un accroissement de la production de 29% durant les deux premiers mois de 2021 par rapport à la même période de l'année précédente.

En 1000 tep	Fin février 2020	Fin février 2021	variation
Pétrole et GPL	306	361	+18%
Gaz	283	398	+37%
Total hydrocarbures	589	759	+29%

La révision à la baisse des prévisions de croissance ne concerne pas seulement la Tunisie. Elle concerne aussi l'Union Européenne qui a dû, sous l'effet de la recrudescence de la pandémie, maintenir les mesures de confinement et donc réviser les prévisions de croissance pour le premier trimestre en les ramenant d'une croissance initialement prévue de 0.6% à un recul de 0.4%<sup>1</sup>

Cela dit, l'aggravation de la situation sanitaire durant les prochains mois risque de contrarier la reprise, à moins d'une forte accélération de la vaccination en Tunisie et surtout d'un regain de confiance pouvant résulter de l'engagement, sur une base consensuelle, de vastes programmes de réformes politiques et économiques mettant fin aux tiraillements et aux tensions et remettant le pays au travail.

## 2. Le marché de l'emploi, éprouvé par le ralentissement de l'activité depuis 2011, enregistrerait de fortes tensions.

Le marché de l'emploi continue à être tendu. Les dernières données qui remontent au quatrième trimestre de l'année 2020, quoique partielles du fait que l'enquête a été perturbée par les contraintes sanitaires, font ressortir une poussée du chômage touchant particulièrement les femmes

4 <sup>e</sup> trimestre	2018	2019	2020
Taux de Chômage global	15.5%	14.9%	17.4%
Taux de chômage des femmes	22.9%	21.7%	24.9%

Cela dit, la situation du marché de l'emploi risque d'être encore plus tendue durant le premier trimestre compte tenu :

- De la contraction escomptée de la production de biens et services, comme cela est développé dans le paragraphe précédent.

<sup>1</sup> Source : projections macroéconomiques de la BCE du 11 mars 2021

- De la forte poussée du malaise social avec une augmentation des mouvements de contestation de 48% pour les deux premiers mois de l'année 2021, majoritairement spontanées<sup>2</sup>
- De l'augmentation de l'émigration clandestine, malgré l'augmentation des opérations d'interception : le nombre d'arrivants tunisiens sur les côtes italiennes a été multiplié par près de 8 entre les deux premiers mois de 2020 et la même période de 2021<sup>3</sup>

A cet égard, les tensions continuent à être particulièrement vives pour les jeunes et les diplômés du supérieur avec des taux de chômage respectivement de 32% et 30% en se référant aux dernières données disponibles. La nouvelle loi, adoptée sous la pression sociale en faveur des chômeurs diplômés de longue durée, n'est qu'un expédient couteux sur le plan budgétaire difficilement soutenable.

Encore une fois, la solution du problème de chômage en Tunisie ne peut être que le résultat d'une forte relance de l'investissement Public et Privé, elle-même tributaire du rétablissement de la confiance et de la mise en place d'un environnement humain, réglementaire et infrastructurel permettant de produire, de commercialiser sur le marché intérieur et d'exporter sur des bases compétitives et durables.

### 3. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier, risquant de compromettre les opportunités de l'après crise.

La reprise de l'investissement, escomptée dans le cadre du Budget Economique (+ 5% aux prix constants), ne paraît pas se confirmer à la lumière des indicateurs à ce stade disponibles.

Ainsi, les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement, baissent de 4.3% en dinars constants

Les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement, baissent durant les deux premiers mois de 22.5%.

Intentions en MDT	Fin février 2020	Fin février 2021	variations
Industrie	309	241	-22%
Services	154	117	-24%
Total	463	358	-22.5%

Les investissements directs étrangers, un autre indicateur important sur la perception du climat d'investissement, enregistrent de leur côté une importante baisse, de l'ordre de 19% durant les deux premiers mois en se ramenant de 449 MDT à 364 MDT. La baisse est encore plus accentuée pour les flux en euros, de l'ordre de - 22.6%.

Par ailleurs et par référence aux deux premiers mois de 2021 aucun forage exploratoire et ou de développement n'a été réalisé contre 2 forages durant la même période de l'année précédente

<sup>2</sup> Source : rapport de janvier et février 2021 du Forum Tunisien des Droits Economique et Social (FTDES)

<sup>3</sup> Selon le FTDES, le nombre de migrants tunisiens est passé de 94 durant les 2 premiers mois de 2020 à 722 durant la même période de 2021

Certes, et contrairement à la plupart des pays partenaires, l'Etat Tunisien n'est pas en mesure, aujourd'hui, compte tenu de la situation budgétaire, de lancer d'importants projets infrastructurels et d'équipements collectifs de manière à fouetter la demande et susciter des investissements de la part du secteur privé. C'est pourquoi, l'on doit envisager la relance de l'investissement moyennant :

- Un important renforcement des programmes de soutien à la mise à niveau et à la restructuration financière des entreprises et des secteurs ayant un important potentiel de développement.
- Une activation des nombreux grands projets d'infrastructure déjà identifiés et étudiés dans le cadre du partenariat public-privé en l'occurrence notamment le port en eau profonde, les zones logistiques et les parcs technologiques.

Une telle démarche donnerait un important signal à la redynamisation de l'investissement pouvant mettre fin à la tendance baissière de l'investissement et être le point de départ d'une dynamique porteuse pour l'après crise.

#### 4. L'inflation, bien qu'enregistrant un repli en glissement annuel, demeure nettement plus élevée que celle des pays partenaires

La tendance à la baisse de l'inflation se confirme en 2021. Le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation se ramène de 7.1% en mars 2019 à 6.2% en mars 2020 et à 4.8% en mars 2021.

Indice des prix	Mars 2020	Janvier 2021	Février 2021	Mars 2021
Variation mensuelle	0.8	0.7	0.0	0.7
Glissement sur 12 mois	6.2	4.9	4.9	4.8

Les hausses les plus ressenties en mars 2021 se situent au niveau des produits alimentaires, des transports ainsi que des services de santé comme le montre le tableau suivant :

Variation mensuelle	mars 2020	Janvier 2021	Février 2021	Mars 2021
Alimentation	0.1	1.4	0.0	<b>1.2</b>
Textiles et chaussures	0.6	0.4	-4.6	<b>0.5</b>
Transports	0.1	0.3	0.8	<b>0.9</b>
Services de santé	0.2	0.4	1.4	<b>0.8</b>

Les pressions sur les prix ont été notamment alimentées par la tendance, de nouveau baissière, de la cotation du dinar sur le marché des changes ainsi que par la hausse des prix du pétrole sur le marché international amenant les autorités publiques à relever à deux reprises les prix des carburants sur le marché intérieur.

Cela dit, de nombreuses incertitudes pèsent sur la tendance des prix durant le reste de l'année même si l'atonie de la demande devrait a priori corriger, partiellement, l'effet de l'inflation importée, à moins de perturbations dans les systèmes et les circuits de production et de commercialisation en relation notamment avec la situation sanitaire du pays.

Signalons à titre d'éclairage que le renchérissement du prix du pétrole s'est, d'ores et déjà, traduit par une révision à la hausse de l'indice des prix à la consommation dans la zone euro, principal partenaire commercial de la Tunisie. Les récentes prévisions de la Banque Centrale Européenne tablent sur une inflation de 1.5% en 2021 contre 0.3% en 2020.

## 5. Les échanges commerciaux amorcent, après une année de contraction, une relance encourageante

La tendance des échanges commerciaux enregistre une inflexion notable sous l'effet principalement de la reprise de la demande extérieure.

Les exportations de biens progressent de 6.2% contre une baisse de - 11.2% durant le premier trimestre de l'année précédente. Les importations, de leur côté, augmentent de 1.5% contre -11.4% durant la même période de l'année écoulée

Il en ressort une réduction significative du déficit de la balance commerciale couplée avec une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations comme le montre le tableau suivant :

1er trimestre en MDT	2019	2020	2021
Exportations	11 846	10 515	11 162
Importations	15 825	14 021	14 231
Déficit commercial	3 979	3 506	3 069
Taux de couverture	74.9%	75.0%	78.4%

L'augmentation des exportations s'appuie, comme cela a été déjà signalé, sur le bon comportement des secteurs du textile, de l'habillement et des produits mécaniques et électriques particulièrement durant le mois de mars 2021 du fait notamment du faible niveau de mars 2020 affecté par le confinement total du pays décrété dans le pays. En revanche l'exportation des produits de l'agro-alimentaire baisse en relation avec la baisse de la production d'huile d'olive alors que le secteur des phosphates continue, sous l'effet des tensions sociales, à battre de l'aile enregistrant, malgré la tendance favorable des prix à l'exportation, une chute de 18.3% en dinars courants, soit près de - 22% en dinars constants.

Accroissement 2021/2020	Janvier et février	mars	Premier trimestre
Textiles et habillements	-8.0%	+52.6%	+6.5%
Industrie mécanique et électrique	--4.2%	+54.2%	+12.1%
Produits agro-alimentaire	-4.0%	-3.2%	-3.5%
Phosphates et dérivés	-43.9%	+89.9%	-18.3%

Concernant les importations de biens, leur progression nominale a pour assise essentiellement les produits intermédiaires et de consommation destinés à être transformés pour être réexportés. Les importations en dehors du régime exportation se maintiennent à peine au niveau nominal du premier trimestre de l'année précédente.

Accroissement 2021/2020	Janvier et février	mars	Premier trimestre
Importation régime général	-11.5%	+28.0%	-0.1%
Importation régime offshore	-13.1%	+45.7%	+4.7%

Par ailleurs en analysant les principales composantes de la balance commerciale, un certain nombre d'indications significatives méritent d'être relevées. Elles concernent la balance énergétique et le commerce extérieur par pays.

Le déficit de la balance énergétique, se réduit de plus de 700 millions de dinars en dépit de la tendance de nouveau haussière des prix sur le marché mondial, grâce à l'augmentation de la

production d'une part et à la baisse de la demande d'énergie primaire d'autre part.. Il a représenté le tiers environ du déficit commercial global contre la moitié une année auparavant.

Premier trimestre	2018	2019	2020	2021
Prix moyen du baril en dollars <sup>4</sup>	66.8	63.1	<b>50.4</b>	<b>60.8</b>
déficit énergétique /déficit global	37.8%	35.5%	<b>50.1%</b>	<b>33.5%</b>

Le commerce extérieur par pays révèle les mêmes tendances que celles relevées par le passé avec un excédent significatif au niveau de la balance commerciale de la Tunisie avec l'Union Européenne ; ce qui conforte le choix fait en matière de coopération intégrée avec cet espace. Il montre aussi que les balances commerciales avec la Chine et la Turquie demeurent fortement déséquilibrées, à l'origine des deux-tiers du déficit commercial global de la Tunisie et de 100% si on exclut l'énergie.

Année 2020	UE	Chine	Turquie
Solde commercial en MDT	+1 083	<b>-1 433</b>	<b>-601</b>
Couverture des importations	115%	3.2%	24.1%

## 6. La situation de la balance des paiements enregistre une détente relative à portée cependant, conjoncturelle.

L'amélioration de la balance commerciale impacte positivement la balance courante des paiements dont le déficit baisse durant les deux premiers mois de 2021 de 21% par rapport à la même période de 2020 pour revenir à - 847 MDT contre - 1078 MDT une année auparavant.

Certes, La chute des recettes touristiques est importante (- 400 MDT) sous l'effet notamment de la résurgence de la pandémie et des mesures préventives prises par la plupart des pays qu'ils soient émetteurs ou récepteurs de touristes

Recettes tourisme en MDT	Janvier	Février	mars	1 <sup>er</sup> trimestre
2020	389.6	333.8	207.3	929.6
2021	150.0	163.0	59.4	372.4
Evolution	<b>-61.5%</b>	<b>-51.2%</b>	<b>-71.4%</b>	<b>-60.0%</b>

La moins-value, de l'ordre de 550 MDT est cependant en partie compensée par la consolidation des revenus du travail (+ 120 MDT) ainsi que par la baisse des dépenses au titre des voyages (- 150 MDT environ) et des transferts des bénéficiaires des entreprises étrangères (- 70 MDT).

Il est important de relever, à ce stade, que la baisse des tensions extérieures, ne reflète pas comme cela a été souligné dans les derniers bulletins de conjoncture, une amélioration structurelle de la balance des paiements. Elle est seulement due à la baisse de l'activité économique et à la baisse de la demande qui en résulte. A défaut de réformes structurelles pour corriger les distorsions et libérer les énergies latentes, la résurgence des tensions serait inévitable une fois la récession surmontée à moins que la relance soit le résultat d'une forte progression des exportations et des investissements directs étrangers.

<sup>4</sup> Source : comité national routier

## 7. Le budget de l'Etat continue, malgré le desserrement des mesures de confinement, à être soumis à de fortes pressions

La situation des finances publiques héritée de l'année 2020 est extrêmement difficile, sous l'effet notamment de la crise sanitaire, marquée notamment par un important bond du déficit budgétaire et de la dette publique.

En % du PIB	2018	2019	2020
Déficit budgétaire	4.8	3.6	10.4
Dette publique	77.9	73.2	83.5

Bien que les données pour le premier trimestre, soient très limitées, les dernières statistiques exhaustives remontant à décembre 2020, tous les indicateurs disponibles révèlent de fortes tensions au niveau de la situation des finances publiques rendant peu probable la réalisation effective du redressement relatif arrêté dans le cadre de la loi des finances qui devait permettre de ramener le déficit budgétaire en proportion du PIB de 10.4% en 2020 à 6.6% en 2021 et de contenir le recours aux emprunts dans les limites de 18.5 milliards de dinars.

Des pressions pèsent tout d'abord sur les recettes de l'Etat.

La contraction du PIB en 2020 s'avère, finalement plus accentuée que prévue lors de l'élaboration de la loi des finances (soit -8.8% au lieu de -7.3%). Cela aura, toutes choses égales par ailleurs, des répercussions sur l'assiette imposable en 2021 pouvant entraîner une moins-value fiscale de quelques 400 MDT. De plus, une croissance moins vigoureuse que prévue pour l'année 2021, telle que présentée dans les développements précédents, devrait a priori se traduire par une révision à la baisse des recettes fiscales pour tout point de croissance en moins de 270 MDT.

D'importantes pressions sont attendues également au niveau des dépenses budgétaires.

Les subventions au niveau des hydrocarbures et de l'électricité se basaient sur un cours du Brent de 45 dollars le baril. Or la reprise de l'économie mondiale d'une part, la réduction de la production des pays de l'OPEP, d'autre part, ont entraîné une forte hausse des cours mondiaux.

Mois 2020/21	Novembre 20	Décembre 20	Janvier 2021	Février 2021	Mars 2021
Prix baril en \$	42.60	49.95	54.77	62.28	65.41

Une moyenne des prix tout au long de l'année de 60 dollars le baril du Brent, contre une prévision initiale de 45 dollars se traduirait en prenant en compte les ajustements des prix des carburants déjà opérés en mars et avril, par une augmentation de la facture énergétique de près de 1700 MDT à moins d'importants ajustements des prix intérieurs au cours des prochains mois. Des ajustements similaires à ceux déjà opérés, se traduirait par un dérapage au niveau des dépenses de plus d'un milliard de dinars.

De même, les subventions au niveau de la caisse générale de compensation (2 400 MDT) risquent d'être révisées à la hausse en cas de persistance de la tendance haussière des cours mondiaux notamment au niveau des céréales (+ 20% pour le blé tendre en mars 2021) et du sucre (+8% en décembre), posant le problème, encore une fois de la nécessaire révision du mécanisme d'intervention de la caisse générale de compensation en remplaçant, comme cela a été annoncé à maintes reprises par le gouvernement, le système de subventions généralisées, source de distorsion des prix par un système de subventions directes en faveur de catégories sociales ciblées.

Des incertitudes pèsent enfin sur la mobilisation des emprunts nécessaires au financement du budget de l'Etat.

La nouvelle dégradation de la notation souveraine de la Tunisie effectuée par Moody's en février dernier en l'abaissant de **B2** à **B3** avec perspective négative, rend le recours au marché financier international « aventureux » à moins que les émissions bénéficient de la garantie d'une grande puissance économique ou de l'aval du FMI après la conclusion d'un programme justifiant la capacité à faire face au service de la dette à moyen et long terme.

Lorsque l'on sait que le service de la dette publique a absorbé en 2020 près de 36% des recettes propres de l'Etat, et qu'il est prévu que cette proportion atteigne près de 47% en 2021, on se rend compte de la gravité de la situation du budget de l'Etat et de l'ampleur de l'effort requis pour retrouver des paramètres budgétaires soutenables.

Poids de la dette publique	2018	2019	2020	2021 (LF)
Service de la dette en MDT	7 928	9 601	11 127	15 531
Ratio/recettes propres en %	28.4	29.7%	36.3%	46.8

## 8. Le secteur monétaire et financier, continue à être soumis à de fortes pressions sous l'effet des tensions budgétaires

Les indicateurs monétaires relatifs au premier trimestre 2021 demeurent marqués par la récession, d'une part, les tensions budgétaires d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une tendance baissière du refinancement de la BCT contrairement aux billets et monnaie en circulation qui continuent à progresser à un rythme dépassant celui du PIB.

Par ailleurs, les créances sur l'Etat augmentent fortement avec un encours des bons de trésor assimilables atteignant 16 milliards de dinars à fin mars 2021 contre près de 13 milliards une année auparavant ; sachant que l'Etat a mobilisé en février 2021 un prêt syndiqué de 465 millions de dollars ( l'équivalent de 1260 millions de dinars) souscrit par 14 banques tunisiennes pour couvrir une partie des besoins de financement du budget de l'Etat.

Encours (MDT)	Billets	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
05/4/2020	14 455	11 029	13 054	20 089	3.164
05/4/2021	15 895	9 092	16 114	21 857	3.287
Evolution	+ 10.0%	-17.6%	+23.4%	+ 8.8%	+ 3.9%

Cela dit d'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois. Elles concernent le budget de l'Etat compte tenu de ses importants besoins en emprunts ; les montants programmés, de l'ordre de 18.5 milliards de dinars risquent même d'être révisés à la hausse ce qui aurait des répercussions sur le système monétaire et financier. Elles concernent également les entreprises publiques et privées opérant notamment dans les secteurs du tourisme et des transports, durement touchées par la crise sanitaire, requérant la mise en place de plans de restructuration et de financement non seulement pour renflouer leur trésorerie, fortement obérée par la crise mais aussi pour se préparer à mieux exploiter les opportunités de l'après crise.



## Conclusion

En définitive, l'économie tunisienne vit des moments très difficiles, marqués par un rebondissement du chômage et de l'endettement.

La situation risque même de s'aggraver si le pays ne parvient pas, dans le cadre d'un dialogue national, à **réunir un consensus viable** sur les grandes réformes et les grandes restructurations et leur calendrier de réalisation afin de réinsuffler l'espoir d'une relance économique sur des bases durables et inclusives dans un proche avenir.

La Tunisie n'a d'autres choix que de corriger les distorsions, libérer les énergies latentes, restructurer en profondeur les finances publiques et les grandes entreprises d'Etat. Elle n'a d'autre alternative que de mettre l'accent sur la qualité de l'enseignement et de la santé concomitamment à l'approfondissement de ses relations avec les différents espaces économiques dans le monde.

Les appréhensions sociales, sont certes légitimes. Elles peuvent être, considérablement, réduites moyennant des programmes d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux pour ceux qui perdent à court terme leur emploi ainsi que de renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses. Alors que l'activation du partenariat public privé pourrait réinsérer la Tunisie dans le radar des grands investisseurs tunisiens et étrangers et renforcer l'efficacité des réformes engagées en offrant une nouvelle génération d'infrastructures et d'équipements collectifs.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 20 avril 2021

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture économique du 1er trimestre 2021 Tunisie ; Forum Ibn Khaldoun